



Lundi 31 mars 2008

-

L'influence américaine au Nigéria

-

Introduction

Dénonçant avec une verve nourrie de son expérience « L'art du gaspillage » qui s'est répandu partout, le sociologue américain Vance Packard nous explique dans son ouvrage du même nom (1962) comment la quête du confort et l'appât du gain ont érigé la société de consommation en mode de vie. Pour étayer sa critique sur les dérives du marché, l'auteur susvisé cite un ancien président des Etats-Unis donnant son opinion sur les nécessités de la consommation. Ainsi Dwight Eisenhower a-t-il pu déclarer au cours de l'un de ses deux mandats présidentiels : « le bon américain doit être fidèle à son modèle économique et consommer à tous prix ». Ce modèle économique américain, qu'il fasse l'objet d'une litanie de dithyrambes ou qu'il soit jeté dans l'anathème, a ce mérite de garantir la sécurité nationale des Etats-Unis sur leur territoire, mais sur leur territoire seulement. En effet, les Américains ont très tôt compris la nécessité de faire face à la complexité du monde pour s'attaquer efficacement à la source des menaces potentielles à leur sécurité nationale provenant de l'extérieur de leur sphère de souveraineté.

Les Etats-Unis envisagent leur sécurité nationale lato sensu c'est-à-dire aussi bien la sécurité concernant l'intégrité du territoire américain, les citoyens américains, mais aussi la défense et la promotion de leurs (seuls) intérêts économiques, assumant ainsi une posture ouverte de guerre économique. Cette guerre économique, aux contours multiformes, implique la maîtrise efficace des flux d'informations et celle des flux financiers pour permettre l'élaboration d'une certaine stratégie de puissance pour ne pas dire d'une stratégie de puissance certaine s'agissant des Etats-Unis. Eu égard à la définition que les Américains donnent de leur sécurité nationale, leurs intérêts économiques se retrouvent partout dans le monde, notamment en Afrique. Le continent noir est en lui-même porteur de contradictions : trésor de ressources en tous genres (minerais, eau douce, énergies fossiles), il doit néanmoins quotidiennement faire face à de la gestion de pénurie : loin d'être pauvre en richesses, il est riche en pauvreté. A cet égard, le Nigeria constitue un cas d'école. Pays le plus peuplé d'Afrique, il regorge de ressources naturelles (fer, pétrole, gaz, uranium, etc...). Dans son ouvrage « L'Afrique et la guerre nucléaire¹ », Pierre Viaud présentait en 1984 le Nigeria comme le futur géant nucléaire de l'Afrique. Il est dès lors difficile de comprendre la situation politique actuelle du Nigeria sans relever cette contradiction historique, contradiction laissant penser que la puissance qu'il aurait pu devenir a été tuée dans l'œuf. Toute la question est donc de savoir qui pouvait avoir intérêt à affaiblir le Nigeria et quels ont été les moyens mis en œuvre pour satisfaire ces intérêts. La réponse à ces questions figure dans deux textes émanant du Conseil de Sécurité Nationale des Etats-Unis (National Security Council), rédigés sous la présidence de Richard Nixon (1969-1974). Le premier d'entre eux, le National Security Study Memorandum 200 (NSSM 200), datant du 10 décembre 1974 et intitulé « Implications of Worldwide Population Growth for U.S Security and Overseas Interests » (soit « Implications de la croissance de la population mondiale sur la sécurité des Etats-Unis et leurs intérêts outre-mer ») mais plus connu sous le nom de « Rapport Kissinger » est une étude réalisée à la demande d'Henri Kissinger sur les mesures appropriées à prendre pour garantir la sauvegarde des intérêts américains à l'étranger face à la croissance démographique dans 13 pays en voie de développement, dont le Nigeria². Ce premier texte a débouché sur un second, le National Security Decision Memorandum 314, datant du 26 novembre 1975 et reprenant le même intitulé que le NSSM 200. Ces documents classés sous le sceau du secret étatique ont été déclassés le 03 juillet 1989, en application d'une loi relative à l'accès aux documents administratifs. Il convient donc de tenter d'apporter un éclairage sur la dégradation de la situation politique du Nigeria ces trente dernières années à lumière des documents susvisés afin de comprendre les contradictions de ce pays en déterminant les raisons (I) et les applications (II) de ladite dégradation.

¹ Viaud, Pierre, *L'Afrique et la guerre nucléaire*, éditions Edigeon, Paris, 1984.

² Les douze autres pays étant : l'Inde, le Bangladesh, le Pakistan, le Mexique, l'Indonésie, le Brésil, les Philippines, la Thaïlande, l'Egypte, la Turquie, l'Ethiopie et le Colombie.

Les fondements théoriques de la dégradation politique du Nigeria

Contexte

Il convient tout d'abord de rappeler un certain nombre d'éléments contextuels afin de permettre une meilleure compréhension du problème. En 1974, l'économie internationale a traversé deux périodes de turbulences en trois ans. Le 15 août 1971, Richard Nixon a décidé de mettre fin aux accords de Bretton Woods de 1944 prévoyant la convertibilité du dollar en or, faisant ainsi passer le système monétaire international d'un système de changes fixes³ à un système de changes flottants⁴. L'année suivante voit la conclusion à Moscou des accords SALT 1 entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) et les Etats-Unis. En 1973 est intervenu le premier choc pétrolier à l'initiative des pays arabes, donnant ainsi au Nigeria une importance politique de premier plan tenant notamment à la richesse de ses ressources pétrolières. Enfin, dernière précision, le National Security Study Memorandum 200 a été « commandé » au National Security Council par Henry Kissinger le 24 avril 1974, sous la présidence de Richard Nixon. Mais la conclusion des travaux du National Security Council a été transmise à Henry Kissinger le 10 décembre 1974, sous la présidence de Gerald Ford, ayant succédé à Richard Nixon après que celui-ci eût été contraint à la démission en août 1974 consécutivement à l'affaire du Watergate⁵.

Les impératifs stratégiques américains

Rapporté au contexte politique et économique de l'époque, l'approvisionnement en ressources naturelles en général et des minéraux et combustibles en particulier, revêtait une importance majeure pour les Etats-Unis. Ces derniers souhaitaient garantir leurs importations en minéraux et combustibles comme en témoigne l'analyse qui en a été faite par les rédacteurs du National Security Study Memorandum 200. « *The major factor influencing the demand for non-agricultural raw materials is the level of industrial activity, regional and global. For example, the U.S., with 6% of the world's population, consumes about a third of its resources. The demand for raw materials, unlike food, is not a direct function of population growth. The current scarcities and high prices for most such materials result mainly from the boom conditions in all industrialized regions in the years 1972-73.*

The important potential linkage between rapid population growth and minerals availability is indirect rather than direct. It flows from the negative effects of excessive population growth in economic

³ « Système monétaire international mis en place lors de la Conférence de Bretton Woods réunissant en juin 1944, dans la ville du même nom, les représentants des 44 Nations signataires de la Charte de l'Organisation des Nations Unies. Pour la première fois, les pays s'engagent sur des règles précises dans le domaine des relations monétaires internationales et créent un institut spécifique, le Fonds Monétaire International, chargé de veiller au respect de ces règles. Cette conférence met en place un système de change-or basé sur le dollar. C'est un système de changes fixes, car chaque monnaie a une parité officielle déclarée au Fonds monétaire International, définie en or (35 dollars l'once d'or). Comme les Etats-Unis sont les seuls à accepter la convertibilité de leur monnaie en or, les autres pays vont devoir maintenir fixe la parité de leur monnaie par rapport au dollar (qui est *as good as gold*) ». Capul, Jean-Yves et Garnier, Oliver, L'économie et les Sciences Sociales, page 28, Hatier, 1996.

⁴ « Dans un tel système, le taux de change d'une monnaie varie librement sur le marché des changes au gré des offres et des demandes de cette monnaie. Plus une devise est demandée, plus son taux de change par rapport aux autres augmente ». Chaque monnaie a la valeur que les marchés veulent bien lui donner. Capul, Jean-Yves et Garnier, Oliver, L'économie et les Sciences Sociales, page 38-39, Hatier, 1996.

⁵ La constitution Américaine de 1787 prévoit qu'en cas de décès ou de démission du Président des Etats-Unis, son Vice-président lui succède pour la période du mandat restant à courir. Rappelons que le Président des Etats-Unis est élu pour quatre ans et ne peut être réélu qu'une seule fois.

development and social progress, and therefore on internal stability, in overcrowded under-developed countries. The United States has become increasingly dependent on mineral imports from developing countries in recent decades, and this trend is likely to continue. The location of known reserves of higher-grade ores of most minerals favours increasing dependence of all industrialized regions on imports from less developed countries. The real problems of mineral supplies lie, not in basic physical sufficiency, but in the politico-economic issues of access, terms for exploration and exploitation, and division of the benefits among producers, consumers, and host country governments”⁶(page 40). (...)

“Whatever may be done to guard against interruptions of supply and to develop domestic alternatives, the U.S. economy will require large and increasing amounts of minerals from abroad, especially from less developed countries. That fact gives the U.S. enhanced interest in the political, economic, and social stability of the supplying countries. Wherever a lessening of population pressures through reduced birth rates can increase the prospects for such stability, population policy becomes relevant to resource supplies and to the economic interests of the United States”⁷ (pages 42-43).

Les arguments américains de justification du contrôle de la population

L'intitulé du « rapport Kissinger » du 10 décembre 1974 appelle une première réflexion. Il mentionne en effet les conséquences de la croissance de la population mondiale, d'une part, sur la sécurité des Etats-Unis d'Amérique, et, d'autre part, sur leurs intérêts à l'étranger. On pourrait penser que, dans l'inconscient collectif, les deux soient liés, mais cette dissociation semble constituer le fondement principal de la réflexion du National Security Council, rédacteur du NSSM 200. En effet, tout le problème tient dans la définition du mot « Intérêts à l'étranger » : s'agit-il d'intérêts strictement politiques (nous sommes en pleine guerre froide bien que les accords SALT viennent d'être conclus avec l'Union Soviétique⁸), militaires, ou stratégiques ? L'absence de réponse à cette interrogation constitue la porte ouverte à toutes les interprétations et, partant, offre toute latitude de réflexion. Simplement, le National Security Study Memorandum 200 reconnaît que « le but du contrôle de la population était de servir les intérêts stratégiques, économiques et militaires américains » (page 10).

⁶ « La connexion importante entre la hausse rapide de la population et la disponibilité des matières premières est plutôt de nature indirecte. Elle découle de l'effet négatif d'une hausse excessive de la population sur le développement économique et le progrès social, et par conséquent sur la stabilité interne, des pays sous-développés surpeuplés. Les Etats-Unis sont devenus de plus en plus dépendants des importations de minerais en provenance des pays en voie de développement ces dernières décennies, et cette tendance pourrait se poursuivre.

La localisation des réserves connues de minerai de qualité supérieure accentue une dépendance croissante de toutes les régions industrialisées sur les imports en provenance des pays les moins développés. Les véritables problèmes d'approvisionnement en minerai ne reposent pas sur une simple question d'abondance physique, mais sur une question politico-économique d'accès en terme d'exploration et d'exploitation, et sur la division des profits entre producteurs, consommateurs et gouvernements des pays hôte ».

⁷ « Quoi qu'il puisse être fait pour se protéger contre les interruptions d'approvisionnement et pour développer des solutions alternatives locales, l'économie américaine va exiger des quantités croissantes de matières premières en provenance de l'étranger, particulièrement des pays les moins développés. Ce fait accroît l'intérêt qu'ont les Etats-Unis à la stabilité politique, économique et sociale des pays fournisseurs. Partout où une réduction de population mise en œuvre via une réduction des naissances peut renforcer l'espérance d'une telle stabilité, la politique démographique devient importante pour l'approvisionnement en ressources et pour les intérêts économiques des Etats-Unis ».

⁸ Les Accords SALT 1 (Strategic Arms Limitations Talks) ont été conclus le 26 mai 1972 à Moscou entre Leonid Brejnev et Richard Nixon. Il s'agissait d'un accord portant sur la limitation de l'armement anti-missiles et du nombre de sites ABM (Anti Ballistic Missiles).

La corrélation entre la croissance de la population mondiale, notamment dans les treize pays mentionnés dans le National Security Study Memorandum 200, peut surprendre de prime abord mais le rapport donne certains arguments d'analyse. Le « rapport Kissinger » énonce que la croissance de la population dans les pays en voie de développement menace la sécurité des Etats-Unis pour quatre raisons principales.

Premièrement, certaines grandes Nations ont tendance à gagner un poids politique et une influence significative du fait de la croissance de leur population. A cet égard, le Nigeria est donné en exemple et présenté comme une Nation pouvant tirer partie de l'augmentation de sa population : "*Already the most populous country on the continent, with an estimated 55 million people in 1970, Nigeria's population by the end of this century is projected to number 135 million,*". "*This suggests a growing political and strategic role for Nigeria, at least in Africa south of the Sahara*" (page 21)⁹. On relèvera ici une première contradiction dans le discours du National Security Council qui encourage en effet le contrôle de la croissance de la population dans certains pays pour garantir la sécurité des Etats-Unis, développant ainsi une conception malthusienne de l'économie. Cette conception malthusienne prône la restriction démographique car l'accroissement de la population mondiale occasionne un accroissement corrélatif des besoins de subsistance et, selon Malthus, le volume démographique d'une Nation détermine sa richesse : plus on est nombreux, plus on est pauvre. Cependant, le rapport Kissinger énonce à l'inverse que le Nigeria risque de voir son rôle politique et stratégique s'accroître du fait de l'augmentation de sa population.

Deuxièmement, les Etats-Unis et leurs alliés de l'Ouest ont des intérêts vitaux dans des matériaux stratégiques importés des pays sous-développés. Le Nigeria possède en effet un certain nombre de ressources naturelles stratégiques comme le fer, le minerai d'uranium et le pétrole. Les besoins en pétrole étaient d'autant plus stratégiques à cette époque que le « rapport Kissinger » a été rédigé une année seulement après le premier choc pétrolier. En outre, l'uranium constitue la matière fissile nécessaire à la production d'énergie nucléaire. Enfin, le fer entre dans la composition de l'acier, matériau indispensable pour la fabrication de matériels lourds. Les Etats-Unis avaient du reste soutenu la politique d'apartheid menée en Afrique du Sud pour garantir leurs importations de chrome, matériau entrant dans la composition d'aciers inoxydables.

Troisièmement, les sociétés où le taux de natalité est élevé ont des populations plus jeunes, notamment en raison du grand nombre des jeunes de moins de 25 ans, qui constituent, selon les termes du rapport Kissinger, des personnes à risque car plus susceptibles que les autres de vouloir défier l'ordre établi pour substituer un ordre nouveau. En d'autres termes, cette catégorie de la population, particulièrement dans les pays dont il est fait mention dans le National Security Study Memorandum 200, est plus instable et donc plus sensible aux idées de révolution, d'anarchie, de sécession ou à tout le moins de rébellion, autant de concepts constituant les canons du communisme que les Etats-Unis s'employaient à endiguer depuis la formulation de la doctrine Truman en 1947. « *Populations with a high proportion of growth. The young people, who are in much higher proportions in many LDCs, are likely to be more volatile, unstable, prone to extremes, alienation and violence than an older population. These young people can more readily be persuaded to attack the legal institutions of the government or real property of the "establishment," "imperialists," multinational corporations, or other — often foreign — influences blamed for their troubles* » (page 58). Au surplus, les risques inhérents à la croissance de la population du Nigeria pour la sécurité nationale des Etats-Unis sont également envisagés, notamment en ce qui concerne les populations Ibos de l'Est du pays qui réclament leur indépendance en protestant contre le pillage des ressources de leur région¹⁰.

⁹ « Constituant déjà le pays le plus peuplé du continent, avec une population estimée à 55 millions d'habitants en 1970, la population du Nigeria est estimée à 135 millions d'habitants d'ici la fin du siècle. Cela suggère un rôle politique et stratégique croissant pour le Nigeria, au moins dans l'Afrique sub-saharienne ».

¹⁰ «Nigeria. The Nigerian civil war seriously retarded the progress of Africa's most populous nations and caused political repercussions and pressures in the United States. It was fundamentally a matter of tribal relationships.

Dernièrement, la croissance de la population dans les pays relativement désavantagés menacerait les investissements américains. Le « rapport Kissinger » explique que les Nations en développement vont devoir satisfaire leurs besoins croissants. En conséquence, ces pays souhaiteront probablement augmenter la demande des investisseurs souverains. Dans de telles circonstances, les concessions des entreprises (occidentales) souveraines « seront probablement soumises à des expropriations ou à des interventions arbitraires ». Le document ajoute que ceci pourrait être la conséquence de « l'action du gouvernement, de conflits du travail, de sabotage ou de troubles civils », « Bien que la pression de la population ne constitue pas le seul facteur, ce type de frustrations a moins de chances de voir le jour avec une croissance de la population ralentie voire inexistante ». « *Short of famine, unless some minimum of popular aspirations for material improvement can be satisfied, and unless the terms of access and exploitation persuade governments and peoples that this aspect of the international economic order has "something in it for them, "concessions to foreign companies are likely to be expropriated or subjected to arbitrary intervention. Whether through government action, labor conflicts, sabotage, or civil disturbance, the smooth flow of needed Materials will be jeopardized"* (page 40).

Les applications pratiques de la dégradation politique du Nigeria

Le National Security Study Memorandum 200 a été traduit en application par le National Security Decision Memorandum 314 daté du 26 novembre 1975. En outre, le premier rapport annuel sur la politique internationale démographique des Etats-Unis¹¹, rédigé en mai 1976 sous la direction de Brent Scowcroft alors responsable du National Security Council, explicite les initiatives à mener pour satisfaire les objectifs fixés par le NSDM 314. Il ressort de ce dernier document que les recommandations envisagées par le rapport Kissinger ont été fidèlement suivies et que quatre initiatives d'envergure sont intervenues afin d'endiguer la croissance démographique du Nigeria. Cette décision a porté sur les fonds baptismaux une politique néo-malthusienne des Etats-Unis dans la conduite de leurs affaires étrangères.

Le contrôle des naissances

Les Etats-Unis ont mis en place une démarche de contrôle des naissances dans les pays énumérés par le rapport Kissinger et notamment au Nigeria. Toutefois, on appréciera la subtilité de la démarche dans la mesure où cette initiative a été savamment introduite par le biais d'un subtil jeu sémantique. Le premier rapport annuel sur la politique internationale démographique des Etats-Unis relève en effet l'intérêt de la qualification de cette démarche qui ne doit pas être perçue comme un « contrôle des naissances » mais davantage comme de la « planification familiale » ou de la « parenté responsable¹² ».

Irritations among the tribes caused in part by rapidly increasing numbers of people, in a situation of inadequate opportunity for most of them, magnified the tribal issues and may have helped precipitate the war. The migration of the Ibos from Eastern Nigeria, looking for employment, led to competition with local peoples of other tribes and contributed to tribal rioting. This unstable situation was intensified by the fact that in the 1963 population census returns were falsified to inflate the Western region's population and hence its representation in the Federal Government. The Ibos of the Eastern region, with the oil resources of the country, felt their resources would be unjustly drawn on and attempted to establish their independence". NSSM 200, pages 58-59.

¹¹ Document déclassifié le 6 juin 1990.

¹² « Dans les cas des pays les moins développés non-engagés dans des plans de populations, nos efforts doivent être en harmonie avec leurs attitudes et leurs sensibilités. Nous devrions essentiellement éviter l'expression de « contrôle des naissances » au profit de « planification familiale » ou « parenté responsable », en mettant l'accent sur l'espace des grossesses dans le temps, dans l'intérêt de la santé de l'enfant et de la mère ainsi que le bien-être de la famille et de la communauté. L'introduction et l'extension de services de soins primaires sont en fait les méthodes principales pour introduire avec succès la planification familiale dans la plupart de ces pays. Nous

La stérilisation

La stérilisation, suggérée par le rapport Kissinger – lui-même décrété par le National Security Decision Memorandum 314, a été encouragée par les Etats-Unis de deux manières. Elle pouvait d'une part être pratiquée contre rémunération des volontaires à la stérilisation. Il s'agit là d'une singularité à nulle autre pareille, poussant le capitalisme scientifique dans ses limites les plus insoupçonnées puisqu'il s'agit ici d'exploiter la misère humaine aux fins d'endigement démographique. Les sirènes du dollar pouvaient aisément produire leur effet d'illusion salvatrice auprès de populations défavorisées pour qui le besoin finit par triompher de l'envie... Il arrivait néanmoins que des personnes se montrent récalcitrantes face à la stérilisation. Ce type de refus était surmonté par une sorte de chantage social sur le logement ou la scolarisation des enfants pour les familles nombreuses. La tournure de phrase employée par le premier rapport annuel sur la politique internationale démographique des Etats-Unis demeure assez diplomatique mais sans équivoque¹³. En d'autres termes, de la même manière qu'il existe aujourd'hui des plans pétrole contre nourriture, la politique internationale démographique des Etats-Unis a été traduite en application au moyen de plans « stérilisation contre rémunération » ou « stérilisation contre logement » ou encore « stérilisation contre scolarisation ».

Le développement d'activités de planning familial

Les Etats-Unis ont développé à partir des années 1970 une politique offensive de développement et de soutien aux activités de planning familial dans les 13 pays visés dans le National Security Study Memorandum 200, parmi lesquels figure le Nigeria. Cette intensification des activités de planning familial a connu différentes déclinaisons, allant du contrôle de la fertilité à l'avortement :

“Intra-uterine devices of differing size, shape, and bioactivity should be developed and tested to determine the optimum levels of effectiveness, safety, and acceptability. Approx. Increased Cost: \$3 million annually”¹⁴ (page 109).

“Leuteolytic and anto-progesterone approaches to fertility control including use of prostaglandins are theoretically attractive but considerable work remains to be done. Approx. Increased Cost: \$7 million annually”¹⁵ (page 110).

devrions aussi trouver des méthodes, telles qu'au travers de contacts personnels informels et de représentations graphiques spéciales, nous puissions montrer aux dirigeants comment les taux actuels de croissance détruisent les espoirs de développement économique de leur pays. Ceci, en coordination avec la formation économique et démographique de dirigeants prometteurs au sein des pays les moins développés, est particulièrement important en vue de la large ignorance des réalités économiques de la vie, incluant l'esérance que le développement économique résoudra automatiquement les problèmes de population » - Premier rapport annuel sur la politique internationale démographique des Etats-Unis, II, E.

¹³ « Concernant le point (1), les programmes de population ont connu le plus grand succès lorsque les dirigeants avaient des propos clairs, sans équivoque, et publics, tout en maintenant une discipline au niveau national et au niveau des villages, en rassemblant les fonctionnaires (y compris les policiers et les militaires), les docteurs, et les agents de stimulation pour vérifier que les politiques de population sont bien gérées et mises en œuvre. Une telle orientation est le sine qua non d'un plan efficace. Dans certains cas, une orientation forte a produit certaines incitations telles qu'une rémunération à ceux qui étaient volontaires pour une stérilisation, ou des effets néfastes tels qu'accorder une priorité secondaire à l'allocation de logements ou d'écoles aux familles nombreuses ». - Premier rapport annuel sur la politique internationale démographique des Etats-Unis, III.

¹⁴ « Des stérilets de différentes dimensions, formes, et activités biologiques doivent être développés et testés pour déterminer les niveaux optimum d'efficacité, de sûreté et d'acceptabilité. Augmentation approximative des coûts : 3 millions de dollars par an ». NSSM 200, page 109.

“Long-term approaches: Increased research toward better understanding of human reproductive physiology will lead to better methods of fertility control for use in five to fifteen years. A great deal has yet to be learned about basic aspects of male and female fertility and how regulation can be effected. For example, an effective and safe male contraceptive is needed, in particular an injection which will be effective for specified periods of time. Fundamental research must be done but there are reasons to believe that the development of an injectable male contraceptive is feasible. Another method which should be developed is an injection which will assure a woman of regular periods. The drug would be given by para-professionals once a month or as needed to regularize the menstrual cycle. Recent scientific advances indicate that this method can be developed. Approx. Increased Cost: \$20 million annually »¹⁶ (page 110).

S’agissant de l’avortement, le discours du National Security Study Memorandum 200 laisse apparaître une prudence accrue notamment en raison de la législation américaine. Cette dernière impose des restrictions dans l’usage des fonds de l’USAID quant à l’avortement (section 114 de la loi sur la coopération internationale de 1961). Aux termes de ce texte, « aucun des fonds versés à l’exécution de la première partie [de la loi susvisée] ne sera utilisée pour financer la pratique de l’avortement comme méthode de planning familial ou pour pousser ou contraindre quiconque de pratiquer ces avortements ¹⁷ ». Dans le souci de respecter cette législation, l’USAID s’interdit :

- « De procurer ou distribuer du matériel destinés à provoquer les avortements comme une méthode de planning familial ;
- De supporter directement des activités d’avortement dans les pays en voie de développement. Cependant, l’USAID peut fournir une aide à des programmes démographiques à des pays en voie de développement et à des institutions aussi longtemps que les fonds de l’USAID sont complètement attribuables aux aspects admissibles de tels programmes ;
- De promouvoir les programmes d’information, d’éducation, de formation ou de communication de l’avortement comme une méthode de planning familial. Cependant, l’USAID continuera de financer dans les pays en voie de développement la formation de médecins aux techniques les plus récentes de l’obstétrique et de la gynécologie, et ne

¹⁵ « Les approches leuteolytiques et anti-progestatives du contrôle de la fécondité y compris l’utilisation des prostaglandines sont théoriquement prometteuses mais un travail important reste à faire. Augmentation approximative des coûts : 7 millions de dollars par an ». NSSM 200, page 110.

¹⁶ « Approches à long terme : une augmentation de la recherche pour une meilleure compréhension de la physiologie humaine de la reproduction amènera à améliorer les méthodes de contrôle de la fécondité qui seront utilisées dans les cinq à quinze ans qui viennent. Il reste cependant beaucoup à apprendre sur des aspects de base de la fécondité masculine et féminine et sur la manière dont elles peuvent être régulées. Par exemple, un contraceptif masculin et sans danger est nécessaire ; en particulier une injection qui soit efficace pendant une période de temps déterminée. Une recherche fondamentale doit être conduite mais il y a des raisons de croire que le développement d’un contraceptif masculin injectable est réalisable. Une autre méthode qui doit être développée est une injection qui assure à la femme des menstruations régulières. La substance serait administrée par du personnel paramédical à raison d’une fois par mois, ou selon les besoins afin de régulariser le cycle menstruel. De récentes avancées scientifiques indiquent que cette méthode peut être développée. Augmentation approximative des coûts : 20 millions de dollars par an ». NSSM 200, page 110.

¹⁷ “None of the funds made available to carry out this part (Part I of the Act) shall be used to pay for the performance of abortions as a method of family planning or to motivate or coerce any person to practice abortions.” NSSM 200, page 115.

disqualifiera pas de tels programmes de formation s'ils incluent l'interruption de la grossesse dans leur programme social global. De telles formations ne sont fournies aux participants que sur leur choix ;

- De payer des femmes dans les pays en voie de développement pour avoir des avortements comme méthode de planning familial, ou de payer des personnes pour exécuter des avortements ou pour pousser des personnes à subir des avortements¹⁸».

On observera que si l'USAID s'interdit « de supporter directement des activités d'avortement dans les pays en voie de développement », le rapport Kissinger demeure silencieux sur les soutiens indirects que l'USAID pourrait apporter à de telles activités. Au surplus, le National Security Study memorandum 200 évoque « les aspects admissibles » des programmes démographiques des pays en voie de développement. Cette expression sibylline révèle la volonté du National Security Council de demeurer délibérément confus pour laisser la porte ouverte à toutes les interprétations. Aucune définition n'est donnée quant aux « aspects admissibles des programmes démographiques », pas plus qu'il n'est précisé qui les appréciera et comment. Cette communication en apparence pleine de sincérité et d'intégrité cache en réalité le double visage d'une organisation en quête de vertu.

Mais la « prudence accrue » du rapport Kissinger évoquée plus haut est toutefois relativisée à deux égards. D'une part, le rapport Kissinger reconnaît explicitement « qu'aucun pays n'a réduit sa croissance démographique sans avoir recours à l'avortement »¹⁹. D'autre part, le rapport susvisé laisse entendre que si l'USAID ne peut dans ses programmes soutenir sous quelque forme que ce soit l'avortement et toutes ses techniques surabondantes, il est néanmoins tout à fait envisageable que « les fonds de l'USAID puissent continuer à être utilisés pour des recherches relatives à l'avortement dans la mesure où le Congrès américain a spécifiquement choisi de ne pas inclure les recherches au rang des activités interdites²⁰ », à tel point que « l'USAID a décidé de ne plus développer ou promouvoir la technique du kit de régulation menstruel²¹ ».

Le chantage à l'aide alimentaire

La politique de contrôle de la population menée par les Etats-Unis au Nigeria s'est également traduite par des aides alimentaires conditionnées par le niveau atteint par chaque pays en matière de contrôle de la fertilité, et, plus largement, de contrôle de la population. Cette démarche est du reste semblable à celle menée en matière de stérilisation dans la mesure où le soutien apporté par

-
- 18 “Procure or distribute equipment provided for the purpose of inducing abortions as a method of family planning.
 - Directly support abortion activities in LDCs. However, A.I.D. may provide population program support to LDCs and institutions as long as A.I.D. funds are wholly attributable to the permissible aspects of such programs.
 - Information, education, training, or communication programs that promote abortion as a method of family planning. However, A.I.D. will continue to finance training of LDC doctors in the latest techniques used in obstetrics-gynaecology practice, and will not disqualify such training programs if they include pregnancy termination within the overall curriculum. Such training is provided only at the election of the participants.
 - Pay women in the LDCs to have abortions as a method of family planning or to pay persons to perform abortions or to solicit persons to undergo abortions”. NSSM 200, pages 114-115.

¹⁹ “No country has reduced its population growth without resorting to abortion” NSSM 200, page 114.

²⁰ “A.I.D. funds may continue to be used for research relative to abortion since the Congress specifically chose not to include research among the prohibited activities”. NSSM 200, page 115.

²¹ “A major effect of the amendment and policy determination is that A.I.D. will not be involved in further development or promotion of the Menstrual Regulation Kit”. NSSM 200, page 115.

l'USAID dépend de la « bonne volonté » des populations locales à se soumettre aux desideratas américains. A la différence près qu'en matière de stérilisation, le chantage américain s'effectuait directement vis-à-vis des populations locales alors que l'aide alimentaire était octroyée aux Etats concernés. Si bien que le contrôle de la population s'effectuait par le haut et par le bas dans la mesure où il s'adressait aussi bien aux Etats qu'à leurs populations.

“There is also some established precedent for taking account of family planning performance in appraisal of assistance requirements by AID and consultative groups. Since population growth is a major determinant of increases in food demand, allocation of scarce PL 480 resources should take account of what steps a country is taking in population control as well as food production. In these sensitive relationships, however, it is important in style as well as substance to avoid the appearance of coercion”²² (page 77).

L'endoctrinement des populations

Le rapport Kissinger envisage « l'endoctrinement » des enfants afin de les encourager à avoir des familles de taille restreinte. Le rapport mentionne la nécessité de développer en collaboration avec les agences américaines des programmes éducatifs dès l'école primaire à destination des futurs parents, programme devant intégrer chez les enfants l'idée que la famille idéale ne dépasse pas deux enfants par couple. En outre, l'USAID et l'UNESCO devaient également prendre toute leur part dans le soutien – conscient ou inconscient - à ces opérations d'influence des populations par le biais éducatif²³.

Conclusion

La politique internationale démographique américaine a été portée sur les fonds baptismaux par le rapport Kissinger du 10 décembre 1974, décrété par le National Security Decision Memorandum 314 du 26 novembre 1975. Les Etats-Unis ont exercé sur le Nigeria une influence à nulle autre pareille à travers des modes opératoires variés consistant soit en des chantages sociaux pour imposer la stérilisation, ou alimentaires pour contraindre les Etats concernés à développer des politiques publiques d'endiguement de leur croissance démographique. Le Nigeria, qui il y a encore une trentaine d'années était considéré comme un pays à l'avenir très prometteur au point d'être considéré comme une future puissance nucléaire, est devenu ce que l'on sait aujourd'hui en raison d'une démarche américaine singulière mais redoutable. Cela a été rendu possible car les Etats-Unis

²² « Il y a aussi un précédent établi pour tenir compte de la performance de la planification familiale dans l'estimation de l'aide exigée à l'AID et aux groupes consultatifs. Puisque la croissance de la population est un facteur déterminant dans l'accroissement des demandes en nourriture, l'allocation de ressources rares PL 480 devrait tenir compte du niveau atteint par le pays en terme de contrôle de la population et en terme de production de nourriture. Il est cependant important, dans ces relations sensibles, aussi bien dans la forme que dans le fond, d'éviter d'afficher tout aspect de contrainte ». National Security Study Memorandum 200, page 77.

²³ *“Without diminishing in any way the effort to reach these adults, the obvious increased focus of attention should be to change the attitudes of the next generation, those who are now in elementary school or younger. If this could be done, it would indeed be possible to attain a level of fertility approaching replacement in 20 years and actually reaching it in 30”.*

Recommendation

1. That U.S. agencies stress the importance of education of the next generation of parents, starting in elementary schools, toward a two-child family ideal.

2. That AID stimulate specific efforts to develop means of educating children of elementary school age to the ideal of the two-child family and that UNESCO be asked to take the lead through formal and informal education. NSSM 200, page 102.

ont toujours assumé une posture ouverte de guerre économique, dont la connaissance de ses « adversaires » constituait le préalable principal. La phraséologie de la sécurité nationale constitue un outil permettant – aujourd’hui encore - aux Américains d’envisager le dessein du monde sous le prisme de leurs seuls intérêts. Leurs intérêts étaient ici de pouvoir se maintenir au Nigeria afin de conserver la mainmise sur les ressources du pays, ressources dont la nature stratégique n’est plus à présenter. La subtilité de l’analyse du rapport Kissinger, fût-il parfois animé par des considérations d’arrière-zinc, a permis non seulement d’éviter quelques feux croisés dans les relations internationales durant la guerre froide mais aussi de maintenir les multinationales américaines sur la glèbe originelle du Nigeria. Toutefois, que ces firmes battent pavillon américain ou pas, leur communication le plus souvent mensongère sur leurs activités au Nigeria s’emploie à travestir une réalité plus délicate à assumer car rentrant en contradiction avec leurs pratiques. Cette communication mensongère des entreprises établies au Nigeria, conjuguée avec une démarche de contrôle de la population explique la dégradation progressive de la situation politique de ce pays.

Composition du NATIONAL SECURITY COUNCIL

Administration Nixon, 20 Janvier 1969 – 08 Août 1974

MEMBRES

Président : Richard M. Nixon (1969-1974)

Vice-Président : Spiro T. Agnew (1969 – Octobre 1973) puis Gerald R. Ford
(Octobre 1973 – 1974)

Secrétariat d'Etat : William P. Rogers(1969 - Septembre 1974) puis Henry A.
Kissinger (Septembre 1973 – 1974)

Secrétariat à la Défense : Melvin R. Laird (1969 – 1973) puis James R.
Schlesinger (1973 – 1974)

Directeur de l'office d'urgence : George A. Lincoln (1969 – 1973)

OFFICIELS

Assistant du Président pour les Affaires de Sécurité Nationale : Henry A.
Kissinger (1969 – 1974)

Député Assistant du Président pour les Affaires de Sécurité Nationale :
Alexander M. Haig, Junior (1969 – Janvier 1973) puis Brent Scowcroft (Avril
1973 – 1974)

Equipe du Secrétariat : Richard M. Moose (1969 – 1970)

William Watts (1971 – 1972)

Jeanne W. Davis (1972 – 1974)

